

le Canada aux Antilles. Vous avez fait des observations au sujet de l'intérêt politique britannique dans les Caraïbes, intérêt qui se comprend et qui est désirable. Qu'avez-vous à dire au sujet des intérêts politiques et économiques des États-Unis dans les Caraïbes et de la réaction que ces intérêts suscitent dans les Caraïbes en général?

**M. Armstrong:** Vous savez, je crois, qu'il s'agit de rapports très complexes et que dans chaque pays les rapports avec les États-Unis constituent un problème particulier. De façon générale, les États-Unis aimeraient que ces pays puissent se gouverner au moyen d'institutions politiques stables, présentent un taux raisonnable de croissance économique et jouent leur rôle au sein des organismes régionaux, de l'OEA et autres organismes. Voilà pour l'intérêt d'ordre général.

Évidemment, il existe dans cette région des intérêts américains d'ordre commercial et économique mais l'intérêt politique y consiste, je crois, à trouver un moyen de nous éviter d'être entraînés, aussi loin que nous l'avons été dans le passé, comme par exemple, en République dominicaine. Je suis porté à croire que la réaction du public américain contre l'importance de notre engagement en République dominicaine a été assez prononcée. Il s'agissait d'un cas particulier, et l'on pouvait s'interroger sur la valeur du service de renseignements, mais l'attitude américaine actuelle est, je crois, que nous évitions de nous engager aussi dangereusement. Voilà ce que l'on constate en consultant les études effectuées dans le domaine de la politique étrangère dans les universités et en observant l'opinion publique. Le sentiment général est, je crois, que nous sommes intéressés au reste du monde; nous savons qu'il a des problèmes et nous voulons l'aider à les régler mais nous ne voulons pas être entraînés aussi loin que nous l'avons été dans le passé. C'est actuellement l'attitude fondamentale du public: une sorte de réserve en fait d'engagement.

**Le sénateur Martin:** Pourriez-vous nous dire quel est actuellement le niveau de l'aide américaine aux Caraïbes?

**Mr. Armstrong:** Partout dans les Caraïbes?

**Le sénateur Martin:** Oui.

**M. Armstrong:** Cette aide n'est pas considérable. Je ne me souviens pas des chiffres. Il n'y a pas d'aide au Venezuela; l'aide à la Colombie est infime; à Panama, nous participons peut-être à quelques entreprises d'ordre technique. L'aide à l'Amérique centrale se résume à peu comparativement à l'ensemble de notre programme d'aide.

**Le sénateur Martin:** Ils ne participent pas à la Marche du Progrès?

**M. Armstrong:** Ils participent à l'Alliance du Progrès. Nous avons également promis de l'aide à cinq républiques de l'Amérique centrale afin de leur permettre de poursuivre leur projet de marché commun.

**Le sénateur Martin:** Oui.

**M. Armstrong:** Mais je ne crois pas qu'elles aient satisfait à toutes les conditions requises pour pouvoir obtenir l'aide qui leur était offerte. Il s'agissait d'un projet de développement important. Par l'intermédiaire de la Banque interaméricaine de développement, il se fait en Amérique latine nombre de prêts à long terme et à bas intérêt.

**Le sénateur Martin:** Des prêts à long terme et à bas intérêt?

**M. Armstrong:** Des prêts à long terme et à bas intérêt. Et aussi par l'intermédiaire de l'AID. Le réapprovisionnement de l'AID est en cause dans ce cas, et je suppose que nous avons besoin de plus d'argent pour cela. Le dernier Congrès a rogné considérablement notre dernier budget d'aide, et je ne sais pas que la nouvelle administration ait jusqu'à maintenant mis au point une politique d'aide, ni même qu'elle en ait énoncé une. Elle a simplement choisi un administrateur et cet administrateur n'est pas encore entré en fonctions.

**Le sénateur Martin:** De façon générale, n'est-ce pas un fait qu'il y a réduction de l'aide américaine non seulement dans les Antilles latines mais aussi à tous les pays des Caraïbes, y compris les Bahamas?

**M. Armstrong:** Je ne crois pas que nous accordions de l'aide aux Bahamas,

**Le sénateur Martin:** Mais, la Grande-Bretagne, le Canada et les États-Unis avaient un programme conjoint au sujet des petites îles.

**M. Armstrong:** Je n'en suis pas certain. Je sais qu'il y a eu une sorte de relevé conjoint relatif aux besoins.

**Le sénateur Martin:** Oui.

**M. Armstrong:** Et je crois que chez les Anglais et les Américains on espérait généralement que les Canadiens s'en chargeraient, pour ainsi dire.

**Le sénateur Martin:** Oui.

**M. Armstrong:** En toute franchise, je crois que c'est bien employer l'argent que vous destinez à l'aide à l'étranger.

**M. Martin:** Vous savez, évidemment, que le programme d'aide canadien a été augmenté considérablement.

**M. Armstrong:** Oui, je le sais.

**Le sénateur Martin:** Et que la Grande-Bretagne a réduit ses contributions dans les domaines de l'aide à l'étranger parce qu'elle a jugé qu'elle avait d'autres obligations plus onéreuses.

**M. Armstrong:** Oui.

**Le sénateur Martin:** Quelle sont les conséquences de ces faits nouveaux que vous entrevoyez, à titre